



**ARRETE MUNICIPAL PORTANT
ABROGATION DE L'ARRÊTE N° 24-
0638T DU 03/10/24 ET PORTANT A
LA REGLEMENTATION
PROVISOIRE
DU STATIONNEMENT DES
VEHICULES
AU DROIT DU N°32BIS QUAI DE RIGNY
DU 28 OCTOBRE 2024 AU 1ER NOVEMBRE
2024**

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le Maire de la ville de TULLE,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,
- Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,
- Vu le Code de la voirie routière,
- Vu le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire),
- Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales,
- Vu le Code de la route et notamment l'article R. 417-10,
- Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription,
- Vu la délibération instaurant les redevances pour l'année 2024,
- Vu la délibération n°10 du 15 février 2018 relative à la délégation accordée au Maire et aux Adjointes conformément aux articles L.2122.22 et L.2122.18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu la demande en date du 18/10/2024 par laquelle CDS CONSTRUCTION demeurant 12 RUE DE LA TRAQUERIE 19800 GIMEL LES CASCADES représentée par CDS CONSTRUCTION pour le compte de M DESCLAUX DIMITRI demeurant 32bis QUAI DE RIGNY 19000 TULLE demande l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public et l'occupation temporaire de ce dernier :
- Stationnement sur emplacement de 10m² et Mise à disposition de panneaux par la ville de Tulle au droit du n°32BIS QUAI DE RIGNY, sur deux emplacements (1 place de stationnement située à gauche du garage + l'emplacement matérialisé d'une croix) afin de permettre à l'entreprise CDS CONSTRUCTION de stationner un camion-benne de 3.5T pour effectuer des travaux de réfection d'un mur à l'intérieur du garage, et de permettre à M. DESCLAUX Dimitri de stationner son véhicule en dehors des heures du chantier, compte-tenu de l'inaccessibilité de son garage, le temps des travaux.,
- Considérant qu'il convient, par mesure de sécurité de réglementer l'occupation du domaine public sur la localisation précitée,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°24-0638T en date du 04/10/2024 est abrogé.

ARTICLE 2 : L'entreprise CDS CONSTRUCTION est autorisée, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public, conformément à sa demande :

au droit du n°32BIS QUAI DE RIGNY, sur deux emplacements (1 place de stationnement située à gauche du garage + l'emplacement matérialisé d'une croix) afin de permettre à l'entreprise CDS CONSTRUCTION de stationner un camion-benne de 3.5T pour effectuer des travaux de réfection d'un mur à l'intérieur du garage, et de permettre à M. DESCLAUX Dimitri de stationner son véhicule en dehors des heures du chantier, compte-tenu de l'inaccessibilité de son garage, le temps des travaux.

- stationnement sur deux emplacements (1 place de stationnement située à gauche du garage + l'emplacement matérialisé d'une croix), du 28/10/2024 au 01/11/2024

ARTICLE 3 : Les prescriptions suivantes s'appliquent :

Le stationnement des véhicules est interdit au droit du n°32BIS QUAI DE RIGNY, sur deux emplacements (1 place de stationnement située à gauche du garage + l'emplacement matérialisé d'une croix) . Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate. Des panneaux B6a1 matérialiseront ces interdictions.

Libre accès aux véhicules de secours et d'urgence.

ARTICLE 4 : La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions décidées par délibération du Conseil Municipal, et dont les modalités sont les suivantes :

	Période de calcul	Occupation	Localisation(s)	Nature	Tarif	PU	Unité	Quantités			Montant
Redevance d'occupation	-	Du 28/10/2024 au 01/11/2024	au droit du n°32BIS QUAI DE RIGNY, sur deux emplacements (1 place de stationnement située à gauche du garage + l'emplacement matérialisé d'une croix) afin de permettre à l'entreprise CDS CONSTRUCTION de stationner un camion-benne de 3.5T pour effectuer des travaux de réfection d'un mur à l'intérieur du garage, et de permettre à M. DESCLAUX Dimitri de stationner son véhicule en dehors des heures du chantier, compte-tenu de l'inaccessibilité de son garage, le temps des travaux.	Stationnement sur emplacement de 10m ²	Travaux ou livraison - Espace occupé - par jour (si <=>)	4,98	par emplacement par jour	5,00	1,00	0,00	24,9
				Mise à disposition de panneaux par la ville de Tulle	Travaux ou livraison - Mise à disposition de panneaux	11	forfait	0,00	0,00	0,00	11
Sous-total											35,9
Montant total											

ARTICLE 5 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le Service Sécurité Domaine Public de la ville de TULLE.

ARTICLE 6 : Copie du présent arrêté est adressé à : M DESCLAUX DIMITRI - Services Techniques Municipaux - Hôtel de police - Presse - SMUR - SAMU - CENTRE DE SECOURS TULLE - Tulle agglo Service Transport - CFTA

ARTICLE 7 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 8 : Les véhicules ne respectant pas les dispositions prévues ci-dessus seront considérés comme gênants. Ils pourront être enlevés et mis en fourrière, aux frais de leurs propriétaires.

ARTICLE 9 : Les piétons, conducteurs de véhicules et le demandeur sont tenus de se conformer aux prescriptions supplémentaires qui pourraient leur être données par les agents des services de police nationale et municipale (Sécurité Domaine Public).

ARTICLE 10 : Le présent arrêté est publié et affiché dans la commune de Tulle.

ARTICLE 11 : Monsieur Le Directeur Général des Services de la ville de TULLE et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 12 : Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Limoges par courrier postal à l'adresse suivante : 1, cours Vergniaud CS 40410, 87100 LIMOGES CEDEX. Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application Télérecours accessible par le site <https://www.telerecours.fr>. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Tulle. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant le délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

Fait à Tulle, le 18/10/2024
Pour le Maire,
Le Maire-adjoint

Michel BOUYOU

